

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# L'AVANT-GARDE

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE  
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

L. TROTSKY

## A propos de la politique extérieure de la bureaucratie staliniste

En Orient le gouvernement soviétique est prêt à vendre ses droits sur le chemin de fer de l'Est chinois. En Occident il renouvelle l'ancien traité germano-soviétique sur le nom de Hitler. Dans deux directions opposées de sa politique extérieure le gouvernement de Staline-Molotov s'incline devant l'impérialisme et le fascisme.

L'abandon du chemin de fer de l'Est chinois ne signifie pas simplement la perte pour l'Etat ouvrier d'une position économique et stratégique importante, mais le transfert direct dans les mains de l'impérialisme japonais d'un instrument important qui demain même sera dirigé contre la Chine et aussi contre l'Union Soviétique.

L'accord de Staline avec Hitler affermit la position de Hitler et ne peut pas ne pas réagir péniblement sur l'état d'esprit des ouvriers allemands. « Que le puissant Etat ouvrier soit obligé de rechercher l'amitié de l'Allemagne fasciste signifie que la position des nazis est solide. » C'est ce que se dit inévitablement chaque prolétaire allemand qui pense. Au moment où la bureaucratie de l'Internationale Communiste présente la victoire de Hitler comme un épisode passager et met à l'ordre du jour la question de la grève générale et de l'insurrection (sur le papier), la bureaucratie soviétique trouve indispensable d'établir des relations « normales » avec le dictateur fasciste d'Allemagne. Les actes de Litvinov Chintchouk caractérisent beaucoup plus exactement le point de vue des stalinistes que la littérature de bon marché de Manouïlsky-Kuusinen.

La révolte régnait dans les cercles révolutionnaires européens à propos des derniers pas de la bureaucratie staliniste en politique extérieure, pas seulement à l'égard des nazis, mais aussi à l'égard de la « trahison » se trouvant de plus en plus souvent, sinon dans les paroles, du moins dans les lettres et dans les entretiens.

De telles protestations ne sont pas difficiles à comprendre psychologiquement ; mais nous ne pouvons pas nous y associer politiquement. La question des relations entre l'Etat soviétique et l'impérialisme est dans son essence une question de rapport de forces. Après que la Révolution chinoise en Orient et l'avant-garde puissante du prolétariat européen en Occident furent effluées le rapport de forces s'est brusquement modifié au détriment de l'Etat soviétique. A cela il faut ajouter la néfaste politique intérieure, le relâchement complet des liens entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'appareil et le dictateur personnel, entre le parti et le prolétariat, entre l'appareil et le parti. Chacune de ces causes politiques obligent les bureaucrates centristes à foudroyer l'opposition et à battre en retraite devant le Mikado et devant Hitler.

La bureaucratie staliniste est responsable de toute sa politique opportuniste et aventuriste. Mais les conséquences de cette politique ne dépendent pas de sa volonté. Il est impossible de se tirer à sa guise d'un rapport de forces défavorable. Quelle politique aurait-on pu attendre ou exiger de la part du gouvernement soviétique à l'égard de l'Allemagne fasciste ? La rupture des relations ? Le boycott ? Ces mesures ne pourraient avoir un sens que comme préparatifs d'opérations militaires. Il y a deux ans nous avons tracé une perspective de cette sorte, non pas seulement, mais en rapport étroit avec un changement radical de politique en U. R. S. S. et en Allemagne, c'est-à-dire en comptant sur le renforcement de l'Etat ouvrier et du prolétariat allemand. Le développement s'engagea sur la voie opposée. Aujourd'hui alors que les ouvriers allemands sont écrasés, que l'Etat soviétique est affaibli, le cours vers la guerre révolutionnaire serait de l'aventurisme le plus pur.

Sans un tel cours, c'est-à-dire sans des préparatifs directs de guerre révolutionnaire et d'insurrection en Allemagne, la rupture des relations diplomatiques et le boycott économique ne seraient qu'un simple geste impuissant et misérable. L'absence de commandements russes, il est vrai, accroît quelque peu en Allemagne le nombre des sans-travail. Mais est-ce que jusqu'à présent il a manqué des sans-travail pour la révolution ? Il a manqué un parti révolutionnaire et une politique juste. Cela manque doublement maintenant. Nous pouvons ne pas examiner maintenant à qui serait directement utile une reprise économique en Allemagne : au fascisme ou au prolétariat. Il est clair que le problème général de la conjoncture ne se tranche pas par les commandes soviétiques. En revanche, d'un autre côté, le refus de liens économiques avec l'Allemagne frapperait durement l'économie soviétique et, par conséquent, frapperait encore plus l'Etat ouvrier.

Nous répétons : la fraction staliniste porte une responsabilité directe et immédiate pour le naufrage de la révolution chinoise, pour la destruction du prolétariat allemand et pour l'affaiblissement de l'Etat ouvrier. C'est sur cette ligne fondamentale qu'il faut mener la lutte contre elle. Il faut purifier le mouvement ouvrier

mondial de la lèpre du stalinisme. Mais il faut lutter contre les racines de la maladie et non contre ses symptômes ou ses conséquences inévitables.

En marxistes, dans la lutte contre le centrisme bureaucratique nous restons sur le terrain du réalisme révolutionnaire. Si les bolcheviks-léninistes (Opposition de gauche) se trouvaient aujourd'hui à la tête de l'Etat soviétique, ils seraient forcés dans leurs actes pratiques immédiats de partir du rapport de forces résultant de dix années de politique des épigones. Ils seraient forcés, en particulier d'entretenir des liaisons diplomatiques et économiques avec l'Allemagne de Hitler. En même temps ils se prépareraient à la revanche. C'est une grande tâche, qui demande du temps, qui ne se résout pas par un geste démonstratif, mais qui exige un changement radical de la politique dans tous les domaines. Prinkipo, le 12 mai 1933.

L. Trotsky.

## L'Opposition s'affirme à Villejuif

LES EXCLUSIONS CONTINUENT

Nous apprenons à la dernière minute que le camarade Côté vient de son tour exclu du rayon de Villejuif, par décision supérieure de Régnier, sans assemblée de cellule ni de rayon. Voilà la démocratie dans le Parti !

« Veux-tu écrire une déclaration contre Christophe ? — Non ? — A la porte ! » Telle est la méthode de conviction de Régnier. Nos camarades exclus continueront leur travail communiste, s'éduqueront, en se joignant à nos réunions, sans assemblée de cellule ni de rayon. Voilà la démocratie dans le Parti !

ONT ÉCOUTÉ LA LIGUE COMMUNISTE

Les calomnies déversées par les stalinistes à Villejuif n'ont pas empêché l'opposition d'y aller s'expliquer devant les travailleurs. Au contraire. Nous ne craignons pas d'exposer loyalement nos idées devant les ouvriers, et ainsi nous avons obligé le rayon de Villejuif à s'expliquer publiquement sur les exclusions de ses rangs de nos camarades.

Notre camarade Christophe, malade, ne put assister au meeting, et Régnier et Côté en profitèrent pour le salir dans les termes qui sont les leurs : « Il peut crever ! etc. » Tels furent les principaux arguments des dirigeants du rayon.

Notre camarade Gérard fit un exposé, écouté en silence, sur les problèmes posés par la victoire du fascisme en Allemagne et la banqueroute du stalinisme. Il développa à nouveau les idées pour la défense desquelles nos camarades furent exclus du rayon.

Les seuls interruptions de Régnier furent : « Salut ! ». C'est toute la philosophie de ce bureaucrate. Il démontra son incapacité complète à répondre à nos arguments lorsque la parole lui fut donnée. En effet, il débita un tissu d'écubations fournies par l'agit-prop, et ne se gêna pas pour affirmer que « Trotsky avait été contre l'insurrection en 1917 ! ». Ce seul trait suffit à juger le reste. Notre camarade Nauville lui répondit point par point, révéla les mensonges et calomnies du « dirigeant » du rayon. Une sérieuse partie de l'assistance approuva nos orateurs, et nombreux furent les travailleurs qui réclamaient, comparant nos arguments aux basses injures staliniennes.

Furieux de n'avoir pas pu troubler la réunion malgré leurs provocations constantes, Chabrit vint débiter d'un ton hypocrite quelques mensonges, et les insinuations ordinaires des canailles sur la « police ». Il conclut tout simplement comme ceux-ci : « Nous vous traitons comme les fascistes » (sic), montrant ainsi sa rage de voir nos idées pénétrer.

Nous considérons ce meeting comme un succès à l'actif de notre groupe de Paris-Sud. Convaincre les ouvriers et les membres du parti de la justesse de nos idées, tel est notre but. Cette réunion nous fit faire un pas dans cette voie. Quant à Régnier et ses disciples, nous les avertissons que plus ils multiplieront contre nous les provocations et les brutalités, plus les ouvriers conscients et révolutionnaires se placeront à nos côtés.

Conférences d'éducation. — Notre groupe de Paris-Sud a décidé de faire régulièrement des conférences d'éducation ouvertes aux camarades sympathisants, sur des sujets politiques d'actualité. Les lieux et heures seront fixés par convocations individuelles.

Résolution votée au meeting de la Ligue à Villejuif.

- « Les travailleurs réunis à Villejuif au nombre de 150 le 12 mai,
  - « Proclament leur solidarité avec les communistes indochinois menacés d'assassinat par l'impérialisme français ;
  - « Exigent la grâce de ces luttteurs et leur libération ;
  - « Appellent le prolétariat à lutter pour cette libération ;
  - « Se solidarisent avec les protestations des camarades de la Ligue Communiste et exigent la libération des camarades Atlan et Lasterade emprisonnés à cette occasion par le Gouvernement Daladier.
- Cette résolution fut votée à l'unanimité.

Liberté pour les révolutionnaires indochinois !

## La protestation s'amplifie contre les condamnations de Saigon

Après la première vague d'indignation suscitée par l'annonce du verdict de Saigon, la manifestation de la Ligue et les meetings des diverses organisations, le gouvernement a été contraint d'annoncer qu'il « surseoirait » aux meurtres préparés par lui. Mais, avant Sarraut, Pietri s'était déjà joué ainsi il y a trois ans de la colère du prolétariat. La lutte doit, non pas se ralentir, mais s'intensifier. Avec les huit condamnés à mort, il y a des milliers de luttteurs du prolétariat et de la paysannerie indochinoise qui agissent lentement dans les prisons et les bagnes de la bourgeoisie française. Il faut arracher leur vie et leur liberté.

L'émotion qui anime les prolétaires après le cruel défilé de la justice coloniale ne doit pas s'éteindre. Les organisations de lutte du prolétariat doivent amplifier et guider son action pour le soutien de nos frères de classe coloniaux. Depuis trois ans, un prolétariat, un peuple, une révolution gémissent sous la meurtrissure de l'impérialisme français. Depuis trois ans l'opposition de gauche appelle notre parti communiste à comprendre la tâche de solidarité et de stratégie de classe posée par le martyr et la lutte des révolutionnaires coloniaux — à donner enfin vie au soutien matériel et idéologique que l'avant-garde du prolétariat de la Métropole doit à l'avant-garde révolutionnaire de la colonie ; il faut maintenant faire développer une action qui n'en est qu'à son commencement, il faut la faire passer du plan des réunions publiques sur le plan de l'agitation et de l'action systématiques et conséquentes ; il faut la faire passer du plan de l'émotion sentimentale sur le plan de la lutte de classe ; il faut l'envisager dans tout son développement et sa tactique, liée au soutien de l'avant-garde communiste de France et à l'opposition de

organisations. Ils n'eurent pas de difficulté à contrebattre l'intervention de Moutet, faite toute en considérations juridiques et diplomatiques sur les moyens d'obtenir, sans froisser personne, la générosité de Messieurs les ministres pour les « malheureux victimes » des « excès » de la répression. Au contraire, notre camarade Tan Hoa salua la lutte de classes de nos frères ouvriers et paysans contre l'exploitation et l'oppression impérialiste. Il déclara leur combat héroïque. Il appela à l'intensification de la lutte de masses des organisations révolutionnaires, pour leur soutien, déclarant que les réunions platoniques ne feront pas reculer la bourgeoisie, il proposa concrètement une mobilisation massive de toutes les organisations ouvrières au mur des Fédérés. Il salua la manifestation de la Ligue au gouvernement général et fit un appel pour nos camarades emprisonnés. Une vibrante Internationale accueillit son intervention.

Le bureau s'était acharné à contrecarrer le droit de notre camarade à la parole et il ne put l'obtenir que comme dernier orateur. La réunion se termina par le vote unanime d'une motion de protestation contre la terreur en Indochine.

Par un geste incompréhensible, Challaige tenta de s'opposer au vote d'une addition en faveur de nos camarades détenus à la Santé. Cette addition fut votée d'enthousiasme par l'assemblée tandis que les papillotes et les tracts de la Ligue appelant à la lutte étaient distribués à la volée.

AU MEETING DE BAGNOLET

Au meeting organisé mardi 16 mai contre le verdict de Saigon par le Comité pour l'Amnistie aux Indochinois, nos camarades ont tenu un discours de réprobation.

Après l'annonce de l'opposition de gauche au Gouvernement général, et appela les travailleurs à intensifier la lutte pour imposer l'amnistie intégrale aux colonies et libérer les deux camarades arrêtés. Un camarade anonyme approuva. Un camarade anonyme demanda la parole pour appuyer son intervention et fit voter une résolution exigeant la libération des révolutionnaires indochinois et se solidarisant avec les manifestants arrêtés.

AU COMITÉ LOCAL DU S. R. I. DU 9<sup>e</sup>

L'Assemblée générale dernière a eu pour point central de son ordre du jour la question de la lutte contre le verdict sanglant de Saigon et l'arrestation de notre camarade Lasterade, membre du comité local. Après avoir discuté sur la lutte contre la terreur en Indochine, l'Assemblée générale décida de tenir un meeting dans la semaine, en liant la lutte pour l'amnistie intégrale en Indochine à l'agitation pour notre camarade emprisonné. Il sera fait appel au concours des organisations se réclamant de la lutte contre la répression pour ce meeting qui doit se tenir au Grand-Orient. L'Assemblée vota un ordre du jour de protestation qui sera porté à l'Élysée par une délégation.

AU GYMNASÉ JEAN-JAURES

La S.F.I.O., quelques jours après avoir voté le budget de l'oppression coloniale, tenta de sauver les apparences par un meeting de protestation contre l'odieux verdict de Saigon. La séance débuta par l'assomade de camarades qui n'obtempérèrent pas à ses vaines ordres provocateurs d'un service d'ordre rétrograde révolutionnaire. Puis vinrent des discours dont celui de Blum et le plus bel exemplaire de félonie. Il tint à peu près ce langage : « Nous sommes contre la conquête coloniale, c'est maintenant un fait d'ailleurs ruineux dans son bilan pour le capitalisme (1). Nous sommes contre l'évaluation car ce serait laisser les colonies dans un état de chaos et de désordre ». Mais « que l'on ne nous force pas par un régime odieux à être pour l'évacuation ». Paroles S.F.I.O., chacun de nous connaît leur valeur active... Mireille Osmin vint déclarer, à sa manière de théâtrale provinciale. Chauvet vint parler au nom du S.R.I. et se garda de toute critique de la S.F.I.O. de toute proposition concrète, faisant vibrer la corde sentimentale à sa manière. Un des nobles parla au nom de la Ligue, exposa les incidents qui se sont déroulés rue de la Boétie, invita les travailleurs à organiser une action commune et à manifester en commun au mur. Il stigmatisa la politique colonialiste des socialistes. Ferme appuyé par une grande partie de l'assistance il put développer nos conceptions pendant près d'une demi-heure. A des propositions concrètes aucun orateur ne répondit, on fit applaudir l'unité d'action mais on se garda bien de la mettre sur pied.

PROTESTATION DES GROUPEMENTS D'ÉTUDIANTS

Dès que les Étudiants apprirent la nouvelle de l'incarcération de 2 de leurs camarades : Atlan (lettres) et Lasterade (médecine), arrêtés à la suite des incidents qui eurent lieu jeudi 11 courant au siège gouvernemental de l'Indochine, ils firent entendre leur protestation véhémentement, et décidèrent d'envoyer une action en faveur de leur libération immédiate.

Une souscription, d'abord, pour venir en aide aux 2 emprisonnés fut ouverte. Cette initiative qui permit d'envoyer aux deux camarades les premiers secours nécessaires.

outre les mandats d'organisations, des étudiants élus sur la base des cours et qui font partie du comité d'action contre le décret Chéron visant l'arrêt du recrutement des fonctionnaires.

A remarquer que le mouvement de protestation est unanime, et part de la masse même des étudiants. C'est ainsi que le 13, à la Sorbonne, à la fin d'un cours de psychologie, fut votée l'unanimité par deux cents étudiants, une résolution exigeant la libération immédiate de leurs camarades.

D'autre part, des listes de pétition réclamant l'amnistie totale pour les condamnés politiques indochinois et la libération des deux manifestants circulent activement.

AU MEETING DU S.R.I. DU 13<sup>e</sup>

Dans le quartier de la gare, la section du S.R.I. conviait mardi soir les travailleurs à protester contre les emprisonnements de grévistes de Citroën et contre le sanglant verdict de Saigon.

100 camarades avaient répondu à l'appel de la section de la Gare où l'on devait obligatoirement parler du cas Lasterade et Atlan, ce dernier étant membre de la C.E. de la section.

Après les interventions d'un propagandiste du S.R.I. puis de Monjanvis sur la répression métropolitaine et coloniale, un camarade de la Ligue vint apporter à l'assemblée le salut révolutionnaire de nos deux emprisonnés et faire à l'assemblée les suggestions qu'aurait formulées eux-mêmes nos camarades s'ils avaient été présents (un seul cortège au Mur des Fédérés, manifestations de masse pour faire rapporter le verdict odieux, renforcement du S.R.I. par une juste politique de front unique).

Deux résolutions furent votées. L'une concernant à la fois les grévistes, les manifestants indochinois et nos camarades. L'autre était en faveur de notre camarade Atlan.

LOCAL DU 13<sup>e</sup> DU SECOURS ROUGE

La C.E. de la Section du S.R.I. d'André Marty dans laquelle militent notre camarade Atlan, a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Section André Marty du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, réunie le 15 mai 1933, a décidé de manifester à l'Indochine dans la lutte contre l'impérialisme français.

Rappelle aux dirigeants français leur déclaration maintes fois répétée que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes.

Cette situation lui permet de déclarer odieux le jugement qui vient, par esprit de classe, de condamner à mort 8 indochinois de frapper des dizaines d'autres aux travaux forcés à perpétuité, d'autres encore à des peines très fortes.

Décide, en accord avec toutes les organisations luttant sur ce terrain, de mener l'agitation nécessaire pour que cet odieux verdict soit rapporté.

Considère que la terreur existant en Indochine, que le martyre que subit le peuple indochinois se passent sous le règne d'un gouvernement démocratique.

Est prêt à avertir la population du 13<sup>e</sup> pour empêcher par tous les moyens les bourreaux d'Indochine de poursuivre jusqu'au bout leur ignominie.

Si Sarraut est ignoble dans son attitude, si Paquier, gouverneur général, a l'attitude d'un bourreau.

Réclame Lebrun, président de la République, responsable à ce crime d'accompli.

Dans cette lutte contre cette ignominie, des camarades ont protesté, deux de notre arrondissement : ATLAN et LASTERADE ont été arrêtés, il faut que la liberté leur soit rendue.

La Section André Marty alerte dès maintenant les prolétaires pour obtenir ce résultat.

LE MEETING DU PARTI A LA GRANGE-AUX-BELLES

En signe de protestation révolutionnaire contre le verdict de Saigon, la bureaucratie stalinienne a réduit toute l'action de notre parti à un meeting d'usage à la Grange-aux-Belles, le 12 dernier.

Annoucé comme une démonstration des travailleurs contre l'ingénuité du verdict, le meeting s'est transformé en une assemblée d'information sur la répression en Allemagne, en Indochine, en France.

Salle à moitié vide, sans enthousiasme. Nos camarades indochinois ont proposé un des leurs au bureau, ce qui fut accueilli deux fois par les applaudissements de l'assemblée et accepté non sans réticence par les bureaucrates.

Après Guizot qui parla au nom de la Ligue anti-impérialiste, prenant à sa tête de tous les partis et de toutes les tendances pour les belles et nobles idées, Cachin, orateur principal, se borna, pendant 1 heure et demi, à nous faire l'apologie de la victoire exceptionnelle du P.C.A. de la ligne juste avant pendant et après la « victoire momentanée » de Hitler.

Cette longue répétition de l'article d'Heckert vida la salle. Malgré la pression, notre camarade indochinois que l'assemblée tenait particulièrement à entendre, n'avait toujours pas la parole. Après Cachin vint André Ferrat, qui se perdit en considérations théoriques sur la colonisation quand il s'agit d'arracher des condamnés à la mort. Notons que Ferrat demanda instamment à notre camarade de ne pas parler de politique dans son intervention.

Il était minuit et quart, tandis que la salle se vidait, on donna à notre camarade la parole pour un appel.

Notre camarade fit des propositions concrètes, applaudit chaleureusement. Quand il rappela l'action énergique de notre organisation au Gouvernement général de l'Indochine — action qui a déterminé l'inculpation de 2 de nos meilleurs camarades, il était vivement applaudi, tandis que des mouvements divers chez les bureaucrates trahissaient trop visiblement leur mécontentement.

EN BELGIQUE

Les pleins pouvoirs sont la préparation au fascisme

Le triomphe du fascisme en Allemagne, le fait que la social-démocratie et le parti communiste d'Allemagne groupent derrière eux des millions de travailleurs n'ont pas su s'opposer par la lutte à l'instauration du régime de terreur et de violence...

En Belgique comme ailleurs, les défenseurs du régime capitaliste en difficulté affichent plus ou moins ouvertement leur volonté de supprimer le système politique de la démocratie bourgeoise parlementaire pour le remplacer par un système de dictature violente sur les classes laborieuses...

Cela ne signifie pas l'existence de ce danger, il est même certain qu'il n'est que trop réel et qu'avec l'approfondissement de la crise d'une part, l'incapacité des pouvoirs publics de remédier à la situation, et d'autre part l'incapacité, le manque de courage des chefs du P. O. B. d'engager la lutte contre le régime capitaliste...

Les pleins pouvoirs au gouvernement, la soustraction de celui-ci au contrôle parlementaire, la mise en vacance du parlement, l'abolition en fait du suffrage universel et l'imposition au pays d'une politique réactionnaire dictée par les financiers et les industriels sont les premiers pas mais des pas décisifs vers l'instauration finale d'un régime de dictature fasciste.

Si la classe ouvrière n'est pas alertée et mobilisée pour repousser de toutes ses forces cette tentative gouvernementale philo-fasciste, si les chefs du P. O. B. après l'expérience allemande n'appellent pas les travailleurs à lutter directement contre le gouvernement des pleins pouvoirs, s'ils recommandent aux travailleurs la soumission sans lutte à cette politique réactionnaire...

Aux uns comme aux autres, nous, communistes oppositionnels répondons : Le fascisme est une menace mortelle pour toute la classe ouvrière, il importe moins pour l'instant de savoir si les partisans de la dictature du prolétariat que sont les communistes ont tort ou raison. Ce qui importe pour l'instant c'est de barrer la route à la réaction ou au fascisme, c'est de ne pas permettre à celui-ci de se développer, de se fortifier et ensuite briser les reins aux organisations prolétariennes.

Comme en ce moment, l'attitude que va prendre le P. O. B. dans la question des pleins pouvoirs est d'une importance pri-

mordiale puisqu'il peut influencer la grande masse des travailleurs dans le sens de la lutte ou de la soumission, nous devons mettre les travailleurs socialistes en garde et leur dire « accepter les pleins pouvoirs même avec vos chefs au sein du gouvernement c'est laisser conduire dans le chemin de la capitulation en face de la réaction, c'est frayer la voie au fascisme, c'est comme en Allemagne au bout de ce chemin la destruction du mouvement ouvrier et le triomphe du fascisme. » Lutter contre le gouvernement des pleins pouvoirs, résister à toutes les attaques de la réaction, écarter par les forces ouvrières toute tentative de développement du fascisme en Belgique, c'est le seul moyen qui peut empêcher notre classe d'échapper au régime d'esclavage et de barbarie que le capitalisme veut lui imposer par la violence.

Aux travailleurs socialistes nous disons : « Camarades, notre ennemi commun, l'ennemi principal qu'ils nous faut combattre ensemble c'est la réaction, c'est le fascisme, pour cette lutte unissons nos forces dans l'action. Si nous ne savons pas faire cela la réaction, le fascisme nous écrasera les uns et les autres ! »

Celui qui au moment où nous sommes ne crie pas cette vérité aux travailleurs, consciemment ou inconsciemment (le résultat est le même), fait le jeu de la réaction et du fascisme.

L. Lissou.

Lettres d'Allemagne

Avant tout les nazis s'occupent maintenant de vastes préparatifs pour le 1er mai. Tous les ouvriers d'usine doivent se trouver le matin à 8 heures (exact) devant leur lieu de travail. Tout le monde s'en va ensuite au marché et ensuite à l'église en compagnie des Associations de combattants, etc. On ne sait pas où doivent se rendre entre temps les dissidents. Il paraît que quelques firmes se sont refusées d'obéir à cette injonction, par exemple une fabrique de machines bien connue. Les patrons ont déclaré ne vouloir se soumettre à aucune contrainte : leur fabrique étant un lieu de travail et non pas un local d'assemblées politiques. En outre, ils se sont strictement refusés à faire hisser à leurs immeubles le drapeau à la croix gammée : l'argent qui avait été rassemblé pour acheter le drapeau fut renvoyé par eux...

Jusqu'au milieu de l'année dernière, un de nos camarades était dirigeant de rayon dans notre ville. Un certain X... déclencha une forte campagne antitrotskyste contre notre camarade et celui-ci ne tarda pas à être exclu. Après l'exclusion, X... fut nommé fonctionnaire à sa place. Déjà à l'époque les membres avaient une certaine réputation de X... qui, en guise de remerciement, leur avait aujourd'hui tous ses sections d'assaut et ses camps de concentration.

38 fonctionnaires de la police ont été congédiés. Il faut en chercher la raison dans le fait que le chef de la Sect. 1 (à laquelle appartenaient les 38 hommes) a enseigné à la Schupo (Reichsbanner) l'usage des armes à feu. Cet homme est en fuite. Son activité a été trahie par un homme de la Schupo.

Les camps nazis d'été ont tous été occupés par les S. A. et la jeunesse hitlérienne. Les nazis n'oublient rien : ils s'emparent de tous les domaines de la vie et les placent sous le contrôle de la police.

Hier, j'ai assisté à un incident révoltant : Un homme des sections d'assaut se disputait dans la rue principale avec un homme d'environ 60 ans. Au cours de cette dispute, l'homme des S. A. frappa le vieux jusqu'à ce que celui-ci resta par terre couvert de sang. L'arcade souterraine droite était ouverte et le sang ruisselait sur le visage. Les passants étaient révoltés et injuriant l'homme des S. A. On entendit ces propos : « Gare, lorsque les temps changeront, alors gare à toi ». De tels tableaux ne sont pas une rareté ici.

Le défilé nazi pour le 1er mai était assez important. Il est vrai qu'il ressemblait plus à une attraction de foire qu'à une démonstration. Sans vie, sans mouvement et sans enthousiasme. Opération des ouvriers qui, sous menace de renvoi devaient participer au défilé. Par ci, par là, les petits-bourgeois buvaient de l'alcool à même la bouteille.

Parfois, quelques camarades du parti hissent encore le drapeau rouge à une cheminée ; en-

Pour la préparation des Congrès Munzenberg

Un témoignage sur l'industrie staliniste des "Amis de l'U.R.R.S."

Parmi les « succès » sur lesquels les stalinistes ont l'habitude de manier grand bruit, les plus nombreux sont les adhésions obtenues parmi les classes moyennes et surtout parmi les intellectuels à l'égard de l'U.R.S.S., enthousiasmés par l'édification socialiste, les résultats du plan quinquennal, etc. Combien d'écrivains, d'artistes, de savants nous ont été ainsi présentés comme de farouches défenseurs de l'Union soviétique ; s'ils n'étaient pas toujours célèbres, s'ils n'avaient pas toujours un grand talent, les choses s'arrangeraient quand même : la propagande qu'on menait autour d'eux comblerait cette lacune.

Ce procédé a aussi été appliqué par les stalinistes à une échelle beaucoup plus vaste. Un nom et même quelques-uns de temps à autre ne suffisait plus. A l'empêchement des défaites, il fallait opposer quelque chose de plus imposant comme « succès ». Four cela était tout indiqué l'impressionnisme Munzenberg : avec toutes ses personnalités et individualités, il a monté une grande parade qu'il promène dans les capitales européennes sous couvert de combattre le fascisme, la guerre, l'impérialisme, etc. Le cirque Munzenberg ne recule pas devant les plus grands sacrifices pour attirer le plus grand nombre d'adhésions. Nous dirons : les plus grands sacrifices — monétaires, bien entendu. Car à côté de participants simples, il ne manque pas parmi les « célébrités » des gens tout à fait intéressés à être pour le moment des amis de l'U.R.S.S., des ennemis du fascisme, des combattants contre la guerre impérialiste ou ce qu'on voudra bien. Encore une

calomnie des « trotskystes », assurement les Munzenberg que nous trouvons dans leurs opérations commerciales. Leur espoir, c'est qu'en général la façon dont les choses se passent dans la coulisse n'est pas révélée par ceux qui y trempent. Mais il y a toujours des individus pour dévoiler les trucs. C'est ainsi que, dans son livre « Tentatives sur l'Union soviétique », l'écrivain irlandais Liam O'Flaherty expose dans quelles conditions il s'est affirmé un partisan de l'U.R.S.S. Il ne cherche pas à dissimuler la réalité par de belles phrases, il affirme dès les premières pages de son livre que c'est pour les raisons matérielles qu'il est allé visiter l'Union soviétique. Son budget était nul en point et actuellement les livres sur l'U.R.S.S. sont à la mode. Il allait donc en U.R.S.S. avant tout pour remplir son portefeuille. Et là-bas on l'a aidé au delà de toute espérance.

Au cours de son séjour à Moscou, il est reçu au Bureau des écrivains révolutionnaires, où il fut bien accueilli :

La pièce était remplie d'hommes et de femmes d'un plus vaillant que moi. Lorsque j'eus écrit toutes les mains, on m'assit à une table, on me donna une feuille de papier et une plume, et on me demanda de déclarer quelle serait ma position au cas où l'Europe capitaliste déclarerait la guerre à la Russie soviétique.

La question est classique pour tous les intellectuels de passage en U.R.S.S. Quelles pensées suggère-t-elle à Flaherty ? Il a participé à la guerre mondiale et en sort dégoûté. Mais, déclare-t-il dans son livre, « je n'ai pas la moindre intention de participer dans l'avenir à quelque guerre que ce soit, grande ou petite. En ce qui me concerne, la guerre pour exterminer le capitalisme, c'est aussi la guerre ». Va-t-il décevoir ses hôtes en leur disant sa pensée réelle ? Autre chose compte pour lui : d'autres considérations dictent sa réponse :

« J'ai seulement huit roubles dans ma poche et il y a encore du chemin jusque chez moi, et si je ne suis pas parti, bien que je n'ai pas l'intention de faire à nouveau le coup de feu, sauf sur mes créanciers, j'écris — que le ciel me le pardonne : « Si l'Europe capitaliste déclare la guerre à l'Union soviétique, je combattrai l'Europe capitaliste par tous les moyens qui sont à ma disposition. »

Un nouveau défenseur de la patrie prolétarienne vient d'être fabriqué. Et comme Flaherty a tenu ce qu'on attendait de lui, il va recevoir la contre-partie sur laquelle il comptait. Ecoulons-le :

Cette profession belliqueuse fut accueillie par des applaudissements assourdissants et, dans une certaine mesure, cela me fit de la peine de n'être pas l'auteur de ce qui fut dit. Mais, en tous cas, ma réponse remplit son but immédiat : le caissier me payait aussitôt les honoraires d'un récit qui avait paru cinq ans auparavant dans la revue du Bureau. On m'informa que l'éditeur d'Etat me paierait le jour suivant mille roubles pour des droits d'auteur que l'on me devait. On se soucia de moi, une chambre et on me donna un guide qui était un bon récit. Je n'écrivais rien, j'étais un réflexif qui ne manque pas de savoir :

« Je ne veux pas insinuer par là que l'on m'eût traité grossièrement si j'avais dit la vérité... Je veux seulement montrer combien la méthode russe de grossier la pelle aux écrivains est lourde en comparaison des méthodes employées dans les pays capitalistes, particulièrement en Angleterre. »

Que les méthodes de corruption de l'impérialisme soient plus raffinées — que celles de la bureaucratie staliniste, il n'est pas un révolutionnaire qui en doutera un seul instant ; et il ne doutera pas non plus qu'elles auront mené à bien d'autres égards leur « supériorité » aux heures les plus critiques pour l'Union soviétique, surtout auprès des amis de l'U.R.S.S. fabriqués par ces méthodes. Car pour un Flaherty qui dit sans ambages : j'ai promis de défendre l'Union soviétique, mais je n'en pense pas un mot, combien d'autres à l'heure actuelle font tant et plus de déclarations mensongères d'amitié, afin de loucher à la caisse.

La défense de l'U.R.S.S., la lutte pour la révolution prolétarienne dépendent d'une juste politique communiste à laquelle on ne peut substituer des déclarations monnayées d'intellectuels. Depuis longtemps, l'opposition de gauche dénonce cette pseudo-défense de l'U.R.S.S. de la bureaucratie staliniste ; mais celle-ci, dans son impuissance politique, préfère payer cher des amitiés fragiles ; et puis elle veut ainsi se servir aussi de quelques « m'as-tu-vu » à la Barbusse pour colporter les bolcheviks-léninistes qui n'ont pas de droits d'auteur à leur offrir. Les ouvriers communistes doivent mettre fin à ces formes de la politique staliniste et en particulier à cette fa-

calomnie des « trotskystes », assurement les Munzenberg que nous trouvons dans leurs opérations commerciales. Leur espoir, c'est qu'en général la façon dont les choses se passent dans la coulisse n'est pas révélée par ceux qui y trempent. Mais il y a toujours des individus pour dévoiler les trucs. C'est ainsi que, dans son livre « Tentatives sur l'Union soviétique », l'écrivain irlandais Liam O'Flaherty expose dans quelles conditions il s'est affirmé un partisan de l'U.R.S.S. Il ne cherche pas à dissimuler la réalité par de belles phrases, il affirme dès les premières pages de son livre que c'est pour les raisons matérielles qu'il est allé visiter l'Union soviétique. Son budget était nul en point et actuellement les livres sur l'U.R.S.S. sont à la mode. Il allait donc en U.R.S.S. avant tout pour remplir son portefeuille. Et là-bas on l'a aidé au delà de toute espérance.

Au cours de son séjour à Moscou, il est reçu au Bureau des écrivains révolutionnaires, où il fut bien accueilli :

La pièce était remplie d'hommes et de femmes d'un plus vaillant que moi. Lorsque j'eus écrit toutes les mains, on m'assit à une table, on me donna une feuille de papier et une plume, et on me demanda de déclarer quelle serait ma position au cas où l'Europe capitaliste déclarerait la guerre à la Russie soviétique.

La question est classique pour tous les intellectuels de passage en U.R.S.S. Quelles pensées suggère-t-elle à Flaherty ? Il a participé à la guerre mondiale et en sort dégoûté. Mais, déclare-t-il dans son livre, « je n'ai pas la moindre intention de participer dans l'avenir à quelque guerre que ce soit, grande ou petite. En ce qui me concerne, la guerre pour exterminer le capitalisme, c'est aussi la guerre ». Va-t-il décevoir ses hôtes en leur disant sa pensée réelle ? Autre chose compte pour lui : d'autres considérations dictent sa réponse :

« J'ai seulement huit roubles dans ma poche et il y a encore du chemin jusque chez moi, et si je ne suis pas parti, bien que je n'ai pas l'intention de faire à nouveau le coup de feu, sauf sur mes créanciers, j'écris — que le ciel me le pardonne : « Si l'Europe capitaliste déclare la guerre à l'Union soviétique, je combattrai l'Europe capitaliste par tous les moyens qui sont à ma disposition. »

Un nouveau défenseur de la patrie prolétarienne vient d'être fabriqué. Et comme Flaherty a tenu ce qu'on attendait de lui, il va recevoir la contre-partie sur laquelle il comptait. Ecoulons-le :

Cette profession belliqueuse fut accueillie par des applaudissements assourdissants et, dans une certaine mesure, cela me fit de la peine de n'être pas l'auteur de ce qui fut dit. Mais, en tous cas, ma réponse remplit son but immédiat : le caissier me payait aussitôt les honoraires d'un récit qui avait paru cinq ans auparavant dans la revue du Bureau. On m'informa que l'éditeur d'Etat me paierait le jour suivant mille roubles pour des droits d'auteur que l'on me devait. On se soucia de moi, une chambre et on me donna un guide qui était un bon récit. Je n'écrivais rien, j'étais un réflexif qui ne manque pas de savoir :

« Je ne veux pas insinuer par là que l'on m'eût traité grossièrement si j'avais dit la vérité... Je veux seulement montrer combien la méthode russe de grossier la pelle aux écrivains est lourde en comparaison des méthodes employées dans les pays capitalistes, particulièrement en Angleterre. »

Que les méthodes de corruption de l'impérialisme soient plus raffinées — que celles de la bureaucratie staliniste, il n'est pas un révolutionnaire qui en doutera un seul instant ; et il ne doutera pas non plus qu'elles auront mené à bien d'autres égards leur « supériorité » aux heures les plus critiques pour l'Union soviétique, surtout auprès des amis de l'U.R.S.S. fabriqués par ces méthodes. Car pour un Flaherty qui dit sans ambages : j'ai promis de défendre l'Union soviétique, mais je n'en pense pas un mot, combien d'autres à l'heure actuelle font tant et plus de déclarations mensongères d'amitié, afin de loucher à la caisse.

La défense de l'U.R.S.S., la lutte pour la révolution prolétarienne dépendent d'une juste politique communiste à laquelle on ne peut substituer des déclarations monnayées d'intellectuels. Depuis longtemps, l'opposition de gauche dénonce cette pseudo-défense de l'U.R.S.S. de la bureaucratie staliniste ; mais celle-ci, dans son impuissance politique, préfère payer cher des amitiés fragiles ; et puis elle veut ainsi se servir aussi de quelques « m'as-tu-vu » à la Barbusse pour colporter les bolcheviks-léninistes qui n'ont pas de droits d'auteur à leur offrir. Les ouvriers communistes doivent mettre fin à ces formes de la politique staliniste et en particulier à cette fa-

« Je ne veux pas insinuer par là que l'on m'eût traité grossièrement si j'avais dit la vérité... Je veux seulement montrer combien la méthode russe de grossier la pelle aux écrivains est lourde en comparaison des méthodes employées dans les pays capitalistes, particulièrement en Angleterre. »

Que les méthodes de corruption de l'impérialisme soient plus raffinées — que celles de la bureaucratie staliniste, il n'est pas un révolutionnaire qui en doutera un seul instant ; et il ne doutera pas non plus qu'elles auront mené à bien d'autres égards leur « supériorité » aux heures les plus critiques pour l'Union soviétique, surtout auprès des amis de l'U.R.S.S. fabriqués par ces méthodes. Car pour un Flaherty qui dit sans ambages : j'ai promis de défendre l'Union soviétique, mais je n'en pense pas un mot, combien d'autres à l'heure actuelle font tant et plus de déclarations mensongères d'amitié, afin de loucher à la caisse.

La défense de l'U.R.S.S., la lutte pour la révolution prolétarienne dépendent d'une juste politique communiste à laquelle on ne peut substituer des déclarations monnayées d'intellectuels. Depuis longtemps, l'opposition de gauche dénonce cette pseudo-défense de l'U.R.S.S. de la bureaucratie staliniste ; mais celle-ci, dans son impuissance politique, préfère payer cher des amitiés fragiles ; et puis elle veut ainsi se servir aussi de quelques « m'as-tu-vu » à la Barbusse pour colporter les bolcheviks-léninistes qui n'ont pas de droits d'auteur à leur offrir. Les ouvriers communistes doivent mettre fin à ces formes de la politique staliniste et en particulier à cette fa-

« Je ne veux pas insinuer par là que l'on m'eût traité grossièrement si j'avais dit la vérité... Je veux seulement montrer combien la méthode russe de grossier la pelle aux écrivains est lourde en comparaison des méthodes employées dans les pays capitalistes, particulièrement en Angleterre. »

Après le 1er Mai en Autriche

(Observations lointaines)

Le 1er mai les ouvriers viennois ont montré qu'ils veulent lutter malgré toutes les tromperies, les trahisons et les déceptions. Il s'est de nouveau vérifié avec quelle facilité les bureaucrates et semi-bureaucrates officiels et semi-oppositionnels, prennent leurs propres hésitations pour un « état d'esprit accablé » des masses. Les ouvriers veulent la lutte. Voilà la conclusion essentielle de laquelle il faut partir.

La politique du parti social-démocrate pour le 1er mai, consistait à se créer un alibi : alibi devant le gouvernement au cas où les masses seraient allées au combat et auraient essayé une défaite ; alibi devant les masses, si elles étaient allées au combat et avaient remporté une victoire. Il est difficile de s'imaginer une politique plus félonie et plus infâme. C'est une politique de félonie parce qu'elle laisse aux masses l'illusion qu'elles possèdent un parti et une direction. Elle est infâme parce qu'à l'heure la plus difficile elle laisse aux masses habituées à une direction centralisée, le soin de s'aider elles-mêmes par leurs propres forces.

La politique du parti social-démocrate exclut la possibilité d'une victoire prolétarienne. En même temps elle exclut aussi la possibilité d'un régime consistant quelconque. On maintient le prolétariat dans un état d'excitation et d'espoir en une revanche révolutionnaire. La bourgeoisie vit dans la crainte constante de la guerre civile. Les mesures militaires-policières manifestent de plus en plus leur insuffisance. Les masses petites-bourgeoises deviennent de plus en plus nerveuses. La bourgeoisie acquiert de plus en plus la conviction qu'elle ne saurait maintenir l'ordre sans la dictature fasciste. Ainsi la social-démocratie, par sa politique à double face de félonie, de lâcheté et de fanfaronnade, paralyse le prolétariat et verse de l'eau au moulin du fascisme.

Les demi-oppositionnels du type de Max Adler peuvent-ils y compter aussi Otto Bauer ? Couvrent et protègent « de gauche » la politique de félonie. Dans les masses l'espoir que d'en haut tout sera bientôt arrangé, se perpétue, que l'opposition se décidera à indiquer la voie du combat. De cette manière des semaines et des mois irremplaçables se passent.

L'aile gauche de l'opposition social-démocrate fit ses premières tentatives d'action, lorsqu'elle appela les masses à une démonstration au centre de la ville. L'appel n'eut pas de succès. Il ne pouvait pas avoir de succès, la direction ne pouvant surgir d'une organisation anonyme. Les ouvriers veulent savoir à qui ils ont à faire.

Il ne s'agit naturellement pas de performances, mais du drapeau du programme, que les social-démocrates de gauche prêts à lutter, hésitent, parce qu'ils ne voient pas de « nom ». Le nom se forge dans la lutte. Tant que les social-démocrates de gauche ne se manifesteront pas ouvertement avec une plate-forme de lutte, leurs appels se perdront dans le vide.

Le P. C. est paralysé par la politique criminelle de la bureaucratie stalinienne en Allemagne, par la théorie et la pratique du social-fascisme, la confusion désespérée dans la question du front unique, le régime de dupé et de tromperie.

Les bolcheviks-léninistes doivent tendre à se lier avec les éléments véritablement révolutionnaires, dans le P. C. aussi bien que dans l'opposition social-démocrate. Il n'est pas vrai qu'en Autriche tout est perdu. Les ouvriers veulent lutter. De grands bouleversements sont à prévoir, des renversements dans le rapport des forces sont encore possibles. Une petite organisation qui sait ce qu'elle veut, peut dans de telles circonstances, jouer un rôle historique.

L. Trotsky.

Prinkipo, le 7 mai 1933.

brication coiteuse d' « amis de l'U.R.S.S. ». Les intellectuels révolutionnaires n'ont apporté pas moins leur concours au prolétariat ; quant aux autres, ne nous inquiétons pas pour eux, il trouveront à qui manifester leur amitié.

Le chemin de fer de l'Est Chinois aux mains des Japonais.

Le conflit qui met aujourd'hui aux prises l'U. R. S. S. et le Japon est d'une très grande importance pour l'Union Soviétique directement en danger.

L'objet du différend, le chemin de fer de l'Est Chinois n'est pas chose nouvelle dans la politique de la Russie soviétique. Mais le problème se présentait différemment au cours de l'évolution du pouvoir soviétique. La solution donnée étant conforme à sa situation intérieure.

Déjà en 1929, l'Est Chinois fut à l'ordre du jour, mais tandis qu'à l'heure présente l'U. R. S. S. est aux prises avec le Japon elle l'était à l'époque avec la Chine elle-même, ou plus justement avec le gouvernement de Nankin, à la tête duquel était Chang Kai Chek. En ce temps l'opposition de gauche eut l'occasion de préciser sa position tant envers le conflit lui-même que vis-à-vis de la défense de l'U. R. S. S. Ce fut là le point de départ d'une différenciation profonde et de principe dans les rangs de l'opposition de gauche. Jamais, plus que maintenant, la position prise alors par l'opposition de gauche ne voit sa justesse confirmée par les faits. Et c'est de cette position marxiste et révolutionnaire qu'il faut partir pour apprécier le conflit actuel.

Le problème de la guerre comme celui de la lutte de l'Union Soviétique avec les puissances capitalistes ne peut être compris que si l'on se place sur un point de vue de classe.

Héritier du tsarisme, le pouvoir soviétique n'abandonna pas, bien que ce fut là le produit de rapines impérialistes, le chemin de fer de l'Est Chinois. Il ne le fit pas car il envisageait, à l'époque, la question du chemin de fer comme une arme et une position stratégique au profit de la révolution chinoise. C'est pourquoi tout en abandonnant les privilèges impérialistes du tsarisme, la Russie soviétique ne livra pas le chemin de fer — mais passa un traité avec Tchang Tseo Lin. Autrement dit considérant à juste titre le gouvernement du maréchal comme un gouvernement réactionnaire, au service du Japon, le pouvoir soviétique gardait en sa possession une arme qu'elle se refusait à lui livrer, ne reconnaissant comme gouvernement chinois que celui qui représenterait une Chine libérée de ses Tchang Tseo Lin. Elle prenait position aux côtés de la Révolution chinoise qui montait du Sud.

Cette attitude de la Russie en 1924, ne pouvait être autre en 1929 lorsque le problème du Chemin de fer mit en jeu les intérêts de la nouvelle dictature contre-révolutionnaire de Chang Kai Chek et l'U. R. S. S. A cette époque, la fraction stalinienne était déjà responsable de la défaite de la Révolution chinoise. Mais la possession du chemin de fer n'en restait pas moins un problème de classe entre la Russie soviétique et la contre-révolution chi-

« Aujourd'hui le problème ne se pose pas autrement. Mais malheureusement, l'évolution de la politique stalinienne vers un opportunisme de plus en plus pacifiste et petit bourgeois, fait que l'U. R. S. S. abandonne la position marxiste de classe et a recours aux expédients les plus opportunistes dictés par la façon dont elle envisage de se sauver elle-même de la situation intérieure dans laquelle elle a acculé l'Union Soviétique. »

Le 12 mai, l'Agence Tass communiquait une déclaration de Litvinov concernant le chemin de fer de l'Est Chinois ; et les pourparlers de vente au Japon de ce chemin de fer par la Russie.

Poser le problème de l'abandon, car c'est là le fond de la question, de l'Est Chinois, comme la simple volonté sacrificielle de la Russie et non dénoncer l'impérialisme japonais qui s'empara de cette voie, c'est quitter les positions révolutionnaires pour passer sur celles du nationalisme petit bourgeois, conséquence logique de la politique du socialisme dans un seul pays.

« Ni l'accord de Pékin, ni l'accord de Moukden octroyant à la Chine le droit d'acheter le chemin de fer de l'Est Chinois avant terme, ne peuvent limiter le droit de l'U. R. S. S. de vendre le chemin de fer à qui que ce soit, encore moins à ceux qui sont au pouvoir en Mandchourie et qui détiennent, en fait, les droits et les fonctions qui en

découlent... ». Alors que la véritable attitude de l'U. R. S. S. aurait dû être de solidarité révolutionnaire avec les ouvriers et les paysans chinois contre l'impérialisme japonais. Le langage de Litvinov, si ce dernier fut émissaire communiste, aura dû être le suivant : Nous avons gardé en nos mains le chemin de fer de l'Est Chinois, que nous avons arraché à l'emprise totale de Tchang Tseo Lin et Chang Kai Chek comme une arme au service de la révolution prolétarienne chinoise. Aujourd'hui le Japon tend à conquérir par la force la Chine, et s'empara de la Mandchourie. N'étant pas en mesure de défendre le chemin de fer, nous sommes contraints de battre en retraite, et forcés de le céder à l'impérialisme japonais.

En effet, si en 1924 et 1929 la Russie soviétique fut assez forte pour s'opposer à la main mise par la bourgeoisie et la contre-révolution chinoise sur le chemin de fer, aujourd'hui la situation intérieure la paralyse. Il n'est pas de pacifisme prolétarien. Le communisme est une doctrine de lutte de classe qui mène l'offensive contre la bourgeoisie. Lorsqu'elle est contrainte dans cette guerre de battre en retraite, c'est parce que le rapport des forces l'y contraint et non parce qu'il est pacifiste.

En 1918, la Révolution Russe fut obligée de signer le traité de Brest-Litovsk. Elle contresigna la spoliation d'énormes territoires non parce qu'elle était pacifiste mais parce que l'ennemi de classe l'y contraignait. Le problème est le même actuellement en ce qui concerne l'Est Chinois ; l'ayant soustrait à la main mise de l'impérialisme étranger comme de la contre-révolution la Russie se trouve impuissante à le défendre. C'est cela qu'il faut dire. Ne pas le faire c'est cacher aux yeux des masses ouvrières internationales le danger

réel que court la Russie et aux yeux du prolétariat chinois justifier le brigandage du Japon.

Le soi-disant pacifisme de Staline coïncide en réalité la gravité de la situation intérieure de la Russie qui est telle qu'elle se trouve contrainte de reculer devant l'impérialisme japonais. La position sur l'Est Chinois, de la Russie soviétique est d'autant plus critique qu'Hitler triomphe en Allemagne. La défaite du prolétariat allemand est un affaiblissement de la dictature en U. R. S. S. et donne libre cours à l'insolence impérialiste du Japon, et aux tractations antisoviétiques de Rosenberg à Londres.

Affaibli extérieurement l'U. R. S. S. est encore plus intérieurement. La crise de l'économie soviétique atteint chaque jour un degré d'acuité qui met directement en danger le pouvoir lui-même. L'infaillibilité bureaucratique conduit le prolétariat russe à une crise qui fait pressager le pire dans les circonstances présentes.

Le pacifisme stalinien plein d'égard pour le Japon n'écarte nullement le danger que court l'Union Soviétique mais au contraire la menace encore plus. La véritable défense de l'Union Soviétique est dans la politique de regroupement autour des forces véritablement communistes pour faire effectuer à la politique économique actuelle un tournant de 180° permettant ainsi au parti et à la classe ouvrière de reprendre conscience d'eux-mêmes.

La seule défense de l'Union Soviétique réside dans le prolétariat russe et international. Seule une politique communiste à l'intérieur comme à l'extérieur est susceptible de renforcer la défense de la dictature soviétique. C'est la seule façon de défendre l'Union soviétique en danger !

Il faut pour la "Vérité" un effort de chaque jour

I. — Nous avons envoyé cette semaine dans toutes les régions de France, à nos amis, des feuilles de souscriptions à faire circuler. Nous avons expédié aussi des carnets d'abonnements pour que nos amis en recueillent. Que chacun fasse son devoir, que ceux qui auraient été oubliés nous écrivent !

II. — Dix camarades seulement ont découpé et retourné rempli de noms la liste de lecteurs probables insérée dans le précédent numéro de la "Vérité". C'est une illustration de la négligence de nos amis. La vie et le développement de la "Vérité" exigent des efforts sérieux, une de nos principales ressources, c'est DE DOUBLER LE NOMBRE D'ABONNÉS ; nous envoyons des listes d'abonnés probables, c'est nous aider en ce sens. A nouveaux, nous faisons appel à nos amis : « Découpez et remplissez le questionnaire inséré page 4 de ce numéro ! »

III. — Notre journal est distribué dans Paris de façon chaotique. Nous organisons un pointage des postes de vente par arrondissement. Ce pointage aboutira à la suppression de la vente en certains endroits et à la mise en vente dans d'autres. Nous publierons avant d'effectuer les modifications la liste de vente PAR ARRONDISSEMENT ainsi la répartition s'améliorera peu à peu. Chaque lecteur parisien peut nous aider à atteindre ce but en nous communiquant ses suggestions et réclamations.

IV. — Les dépositaires de province amis ou marchands ne règlent pas régulièrement leurs comptes. Une fois pour toutes nous prévenons les retardataires qu'ils nous contraindront à supprimer leurs envois à partir du premier juin, si leur silence persiste.

Camarades, la « VÉRITÉ » est en danger, des aides pour assurer sa vie ! Toute somme doit être expédiée à P. Naville, 23, rue des Vinaigriers, exclusivement par mandat-carte ou mandat-poste.

Réunion publique et contradictoire

Mardi 23 Mai, à 19 h. 30

Restaurant des Flandres 132, rue des Postes

à LILLE

Que s'est-il passé en Allemagne ?

Quelle politique défendrons-nous en France ?

POUR LE 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE KARL MARX

La Ligue communiste éditera le recueil complet des

THESES, MANIFESTES et RESOLUTIONS des

1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>

CONGRES MONDIAUX de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1922)

Un certain nombre de documents de ces Congrès ont déjà été reproduits. Mais ceux-ci ne constituent qu'une petite partie des documents élaborés par eux.

Nous les reproduisons intégralement dans un volume d'environ 200 pages sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 3 ou 800 pages d'un volume in-octavo.

Ce volume sera mis en vente au prix de 20 francs. Mais comme il nécessite une importante mise de fonds, nous demandons de suite à nos lecteurs de souscrire au volume pour le prix de 15 francs, dès maintenant.

Le volume sera envoyé aux lecteurs dès sa parution, en fin mars approximativement.

UTILISEZ LE BULLETIN DE SOUSCRIPTION CI-DESSOUS

Je, soussigné .....

Adresse .....

Declare souscrire à 1 exemplaire des Thèses, Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, au prix 15 francs, que je vous fais parvenir par mandat-poste (ou autrement).

Signature :

Paris, le

A retourner à

« La Vérité », 23, rue des Vinaigriers, Paris, 10<sup>e</sup>.

LÉNINE

Les enseignements de la Commune de Paris

Pour la commémoration de la chute de la Commune de Paris, nous publions ici quelques pages de Lénine sur les leçons de la Commune, extraites de « L'Etat et la Révolution », et particulièrement oubliées et dénaturées par les Staliniens.

2. Par quoi remplacer la machine d'Etat, une fois celle-ci brisée ?

A cette question Marx ne donnait encore en 1847, dans le Manifeste communiste, qu'une réponse tout à fait abstraite : pour mieux dire, il ne faisait qu'indiquer le problème sans préciser les moyens de le résoudre. Remplacer la machine d'Etat par l'organisation du prolétariat en classe dominante, par la conquête de la démocratie, telle était la réponse.

Pour ne pas tomber dans l'utopie, Marx attendait de l'expérience d'un mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en classe dominante, et de quelle façon cette organisation se concilierait avec l'entier et méthodique « conquête de la démocratie ».

Dans la Guerre civile en France (1), Marx soumettait à une analyse des plus attentives l'expérience de la Commune, toute faible qu'elle a été. Nous citons les points principaux de cet ouvrage :

Au XIX<sup>e</sup> siècle se développait, transmis par le moyen âge, « le pouvoir centralisé de l'Etat avec ses organes omnipotents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature ». En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail « le pouvoir de l'Etat prenait de plus en plus le caractère de pouvoir national du Capital sur le Travail. Il prenait le caractère d'une force publique organisée pour l'asservissement social d'un engin de despotisme d'une classe. Chaque révolution marquant une étape de la lutte des classes fait ressortir le caractère répressif du pouvoir de l'Etat en un relief de plus en plus saisissant. Après la révolution de 1848-49, le pouvoir de l'Etat devient « le grand engin national de guerre du Capital contre le Travail ». Le second Empire ne fait que le consolider.

« La Commune a été l'antipode de l'Empire. » Elle a été une forme « positive », une « République qui devait supprimer non pas seulement la forme monarchique de la domination d'une classe, mais cette domination même ».

En quoi consistait cette forme « positive » de République prolétarienne, socialiste ? Quelle espèce d'Etat la Commune a-t-elle commencé à créer ?

Le premier décret de la Commune supprimait donc l'armée permanente et la remplaçait par le peuple armé.

Cette revendication figure aujourd'hui au programme de tous les partis qui se disent socialistes. Mais on voit ce que valent les programmes de nos socialistes-révolutionnaires et de nos mencheviks, qui ont justement refusé, après la révolution de mars, de satisfaire cette revendication !

« La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis par le suffrage universel dans tous les arrondissements de la ville, responsables et révocables à de courts intervalles. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière... »

« La police, au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et devint l'agent responsable et toujours révocable de la Commune. Le même principe fut appliqué à tous les autres fonctionnaires de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal de travailleur. Les droits acquis et les droits de représentation des grands dignitaires de l'Etat disparaurent avec les dignitaires eux-mêmes... »

« Débarassée de l'armée permanente et de la police, éléments de la force matérielle du vieux gouvernement, la Commune résolut de briser la force spirituelle de répression, le pouvoir des prêtres... »

« Les magistrats devaient être dépouillés de leur fausse indépendance... Comme les autres serveurs du peuple, les magistrats et les juges devaient être électifs, responsables et révocables. »

« Ainsi, la Commune « se contentait », pour ainsi dire, de remplacer la machine d'Etat brisée par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et amovibilité de tous les fonctionnaires. En fait, elle « se contentait » ainsi de remplacer — œuvre gigantesque — certaines institutions par des institutions essentiellement différentes. C'est là justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : de bourgeoise qu'elle était, la démocratie, réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le rêver, est devenue prolétarienne ; l'Etat (cette force destinée à opprimer une clas-

se) s'est transformé en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, l'Etat.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. C'était particulièrement nécessaire pour la Commune, et l'une des causes de sa défaite a été de ne pas s'y prendre assez résolument. Mais l'organe de répression, c'est, sous la Commune, la majorité de la population et non plus la minorité, comme c'avait toujours été le cas aux temps de l'esclavage, du servage et du salariat. Or, du moment que c'est la majorité du peuple elle-même qui opprime ses oppresseurs, plus n'est besoin d'une « force spéciale » de répression ! C'est en ce sens que l'Etat commence à déperir. Au lieu des institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires civils, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut directement remplir les fonctions de pouvoir politique, et plus le peuple lui-même assumera ces fonctions, moins se fera sentir la nécessité de ce pouvoir.

A cet égard une des mesures prises par la Commune et que souligne Marx est particulièrement remarquable : suppression de tous frais de représentation, suppression des privilèges pécuniaires des fonctionnaires, abaissement de tous les traitements administratifs au niveau du « salaire ouvrier ». C'est ici que se fait le mieux sentir le brusque passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, le passage de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des opprimés, le passage de la dénomination d'une « force spéciale » destinée à l'oppression d'une certaine classe, à l'écrasement des oppresseurs par les forces combinées de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans.

Et c'est précisément sur ce point, le plus important, le plus indiscutable peut-être de la question de l'Etat, que les leçons de Marx sont le plus oubliées ! Les commentaires innombrables des vulgarisateurs n'en disent mot ! Il est d'usage de se faire là-dessus, comme sur une « naïveté » surannée, exactement comme les chrétiens, un fois leur culte devenu religion d'Etat, ont « oublié » les « naïvetés » du christianisme primitif et son esprit démocratique révolutionnaire.

La réduction générale du traitement des hauts fonctionnaires semble la « simple » exigence d'un démocratisme naïf et primitif. L'un des fondateurs de l'opportunisme moderne, l'ex-social-démocrate Edouard Bernstein, s'est exercé maintes fois à répéter les médiocres railleries bourgeoises contre le démocratisme « primitif » (1). Comme tous les opportunistes, et comme les kautskistes de nos jours, Bernstein n'a absolument pas compris que le passage du capitalisme au socialisme est impossible sans un certain « retour » au démocratisme « primitif » : à proprement parler, autrement dit, les fonctions de l'Etat ne peuvent être exercées que par la population tout entière.

Ensuite, il n'a pas vu que le « démocratisme primitif », sur la base du capitalisme et de la civilisation capitaliste, est autre chose que le « démocratisme primitif » des époques antérieures ou précapitalistes. La civilisation capitaliste a créé la grande production, les usines, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. ; or, sur cette base, la grande majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'Etat » se sont tellement simplifiées et peuvent être réduites à des opérations si simples d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, que ces fonctions deviendront pleinement accessibles à tous les citoyens pourvus d'une instruction primaire, moyennant le « salaire habituel » et peuvent et doivent perdre ainsi jusqu'à l'ombre de tout caractère privilégié et « hiérarchique ».

Eligibilité complète, amovibilité en tout temps de tous les emplois sans exception, réduction des traitements au niveau du salaire ouvrier habituel, ces mesures démocratiques simples et allant de soi, en solidarisant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servant en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme. Ces mesures réformatrices sont d'ordre purement gouvernemental et politique, et elles n'atteignent, bien entendu, toute leur signification et toute leur portée qu'avec l'« expropriation des expropriateurs » préparée ou réalisée, c'est-à-dire avec la socialisation de la propriété privée capitaliste des moyens de production.

« La Commune, écrit Marx, a réalisé le gouvernement à bon marché, cet attrape-nigaud de toutes les révolutions bourgeoises, en abolissant l'armée permanente et les fonctionnaires de l'Etat. »

Parmi les paysans, comme parmi les autres couches de la petite bourgeoisie, seute une infime minorité a « élève » — « parvient », au sens bourgeois du mot — à ce point de vue que quelques individus deviennent des gens aisés, des bourgeois ou des fonctionnaires assurés et privilégiés. L'im-

mense majorité des paysans, dans n'importe quel pays capitaliste où il y a une paysannerie (et c'est le cas le plus fréquent), est opprimée par le gouvernement et aspire à le renverser pour installer en son lieu un « gouvernement à bon marché ». C'est une action que seul le prolétariat peut accomplir, faisant ainsi un pas vers la transformation socialiste de l'Etat.

5. Destruction de l'Etat parasite

Nous avons déjà cité Marx sur ce point, nous n'avons qu'à compléter nos citations.

C'est généralement le sort des créations historiques entièrement nouvelles d'être prises, à tort, pour la copie d'autres formes, plus anciennes et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle commune qui brisa (bricht) le pouvoir de l'Etat, on a voulu voir la reproduction des communes du moyen âge... une fédération de petits Etats, selon le rêve de Montesquieu et des Girondins... une forme exagérée de l'ancienne lutte contre les abus de la centralisation...

En réalité, la constitution communale est restitue au corps social toutes les forces absorbées jusque-là par l'Etat, parasite qui se nourrit de la substance de la société et en parasite le libre mouvement. Par ce seul fait, elle est le point de départ de la régénération de la France...

En réalité, la constitution communale plaçait les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des villes de leurs districts ; on leur assurait, dans les ateliers, des jardins naturels de leurs intérêts. L'existence même de la Commune impliquait naturellement la liberté municipale ; mais ce n'était plus comme contrôle du pouvoir central, désormais supprimé.

« Destruction du pouvoir central », cette « excroissance parasite », « amputation », « démolition » de ce pouvoir central, « devenu maintenant superflu » — c'est en ces termes que Marx, jugeant et analysant l'expérience de la Commune, parle de l'Etat.

Voilà quelque cinquante ans que ces choses furent écrites et il faut presque des fouilles pour retrouver et livrer à la conscience des masses ce marxisme non frelaté. Les conclusions tirées par Marx de la dernière grande évolution qu'il ait vécue ont été oubliées juste au moment des grandes révolutions modernes du prolétariat.

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a donné lieu, et la multiplicité des intérêts qui se sont réclamés d'elle prouvent que c'est une forme politique tout à fait expansive, tandis que les anciennes formes étaient expressément répressives. Son vrai caractère, le voici : elle était, par-dessus tout, un gouvernement de la classe ouvrière ; le résultat de sa lutte contre la bourgeoisie qui produisit et qui s'appropriait le produit de celle-ci ; la forme politique, enfin trouvée, sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail.

Sans cette dernière condition, la constitution communale eût été une impossibilité et un leurre.

Des utopistes se sont préoccupés de « rechercher » les formes politiques sous lesquelles devra se produire la transformation socialiste de la société. Les anarchistes ont écarté la question des formes politiques en général. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite infranchissable ; ils se sont tendu le front à force de prier pour ce « saint des saints », et ils ont taxé d'anarchiste toute tentative de le détruire.

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a conclu que l'Etat est condamné à disparaître et que la forme transitoire de l'Etat en voie de disparition, la forme de transition de l'Etat vers l'absence d'Etat, sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux formes politiques de l'avenir, Marx ne s'est pas hasardé à les découvrir, il s'est borné à l'observation exacte, à l'analyse de l'histoire française et à la conclusion qui ressortait de l'année 1851 : à savoir que nous allons vers la destruction de la machine d'Etat bourgeoise.

Lorsque le mouvement révolutionnaire du prolétariat éclata en grand, malgré l'insuccès de ce mouvement, son existence éphémère et son étonnante faiblesse. Marx se mit à étudier les formes politiques qui s'étaient révélées.

« La Commune, telle est la forme, « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, sous laquelle s'accomplira l'affranchissement économique du travail. »

« La Commune est la première tentative de la révolution prolétarienne de démolir la machine d'Etat bourgeoise ; c'est la forme politique « enfin trouvée » qui peut et qui doit remplacer ce qui a été démolí.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, ne font que continuer l'œuvre de la Commune et qu'elles confirment la géniale analyse historique de Marx.

Toujours le silence sur le sort de Victor-Serge !

Malgré les nombreux articles, malgré les demandes pressantes, Staline n'a encore rien dit sur le sort fait à notre ami Victor-Serge. Déporté, emprisonné ? Nous n'en savons rien. Où ? Mystère.

Dans sa nudité, c'est le régime de l'incarcération arbitraire appliqué en premier lieu à tous les camarades qui s'opposent au régime stalinien. Bien entendu, le cas de Victor-Serge n'est pas isolé. Son sort est partagé par des centaines et des milliers de plus valeureux communistes.

Notre action doit obliger au moins Staline à parler. Il doit dire où se trouve Victor-Serge ; il doit le libérer ; il doit l'autoriser à quitter le territoire soviétique, comme Victor-Serge en avait fait depuis longtemps la demande.

Un Comité a été constitué à Paris, composé de personnalités qui ne peut considérer comme hostiles à l'U.R.S.S. Au contraire, ce Comité s'intitule : « Comité pour le rapatriement en France de Victor-Serge ». En effet, Victor-Serge est un écrivain de langue française. Il a publié ici une série d'ouvrages remarquables, parmi lesquels « L'AN I DE LA REVOLUTION RUSSE », qui est le premier travail historique de haute valeur, paru en français sur l'année 1918. Il a publié ensuite trois volumes de caractère auto-biographiques, qui sont autant de témoignages révolutionnaires, laissant loin derrière eux les productions « prolétariennes » de la Clique des E.A.A.R. de Vaillant-Couturier. Ce sont, LES HOMMES DANS LA PRISON, NAISSANCE DE NOTRE FORCE, et enfin, VILLE CONQUISE, qui relate la défense de Pétrograd, en 1918, sous le commandement de Trotsky.

Nous avons fait connaître, à plusieurs reprises, des extraits de ces ouvrages. Nous invitons tous nos amis à se les procurer, à les lire, et à agir en faveur de notre ami, un lucide et probe révolutionnaire, qui paye une fois de plus de sa liberté son attachement indéfectible à la cause du prolétariat.

P.-S. — Voici la liste des ouvrages de Victor-Serge, que l'on peut se procurer à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse :

- Les Couilles d'une Sûreté générale ; Lénine 1917 ; La Ville en Danger (Pétrograd) ; Les anarchistes et la révolution russe ; L'An I de la révolution russe ; Littérature et révolution ; Les hommes dans la prison ; Naissance de notre force ; Ville conquise.

Les Livres

Rosa Luxemburg, LETTRES DE LA PRISON (Librairie du Travail, 1933). — 3 vol. de 82 pages : 5 francs.

Nous signons à tous nos lecteurs la réédition de ce recueil de lettres émouvantes écrites par Rosa Luxemburg, pendant son incarcération durant la guerre, à Sonia Liebknecht. Rosa s'y entretient non des problèmes politiques posés par le déclenchement de la guerre, mais des mille imaginations et occupations de la prison, et constamment elle montre son vigoureux optimisme, sa foi inébranlable dans la cause pour laquelle elle était emprisonnée et pour laquelle elle mourut. Souvent elle parle de la nature, de sujets littéraires ; ici apparaît sa culture et sa sensibilité profondes au service d'une volonté inflexible et d'une capacité illimitée de sacrifice.

Cette réédition on a joint quelques documents : un article de Clara Zetkin, écrit lors de l'assassinat de Rosa, et deux appels, émanant du groupe Spartakus et de l'Internationale Communiste.

« Camarades, votre lutte est pénible, capotait Zinoviev au P. C. A. naissant ; mais votre victoire est certaine. De même qu'après la nuit survient inéluctablement le matin, le régime malpropre et malfaisant des social-traités sera infailliblement remplacé par la dictature de l'héroïque prolétariat allemand.

« Devant la tombe de la grande fondatrice de l'Internationale communiste, avec l'avant-garde prolétarienne du monde entier, nous plions le genou. Salut fraternel au glorieux P. C. allemand ! Eternelle mémoire à Rosa Luxemburg ! »

En 1933, le plus brutal dément a été donné à l'esprit de Rosa Luxemburg par le régime « malpropre et malfaisant » du Staliniisme. Le prolétariat allemand a subi une deuxième défaite. Mais, il se relèvera, régénéré par les idées de Luxemburg, de Lénine et de Trotsky, car « après la nuit survient inéluctablement le matin ».

Le mouvement Citroën

Des débrayages partiels continuent. Mais les revendications sont maintenant dispersées et fragmentées, selon les ateliers. Cela enlève de la force au mouvement. C'est la guerre d'usure, et dans cette guerre, tous les avantages sont du côté du patronat.

Il y a deux semaines, le mot d'ordre central aurait dû être : « réintégration de tous les ouvriers. Cela, on pouvait l'obtenir. Grâce à la rentrée à l'usine de tous les ouvriers, aguerris par un mois de lutte, une nouvelle phase de combat aurait pu être organisée ultérieurement par le Syndicat des métaux, après une sérieuse étude des enseignements d'un mois de lutte.

Au lieu de cela, la direction du C. C. de grève maintient intégralement ses revendications antérieures, mais prétend les faire triompher par des débrayages partiels. A notre avis, c'était là une erreur.

De fait, des mouvements se sont produits par atelier, mais ils ont tous eu des objectifs différents. Le bloc ouvrier a désuni sa tactique. Or, dans la phase actuelle, cela permet à Citroën de manœuvrer, quoique cela gêne sérieusement sa production.

La continuation de ces mouvements montre que les métallurgistes parisiens sont maintenant « réveillés » qu'ils ont compris qu'il fallait résister aux diminutions de salaires s'ils ne voulaient pas se voir peu à peu réduits à l'état d'esclavage. La tâche du Syndicat des métaux consiste maintenant à tirer les leçons de cette phase écoulée du mouvement de résistance, et à préparer sur de nouvelles bases une deuxième. La semaine prochaine nous publierons un article étendu examinant l'ensemble du mouvement.

(1) D'abord traduite en français sous le titre : La Commune de Paris. Tous les passages cités ici par Lénine sont empruntés au chap. III (« Portée historique de la Commune »). (N.R.)

Tous, Membres de la Ligue ou Lecteurs !

Envoyez-nous des adresses d'abonnés possibles à qui nous ferons un mois de service gratuit et dont nous solliciterons ensuite un abonnement. Remplissez cette liste.

Table with 3 columns: NOM, ADRESSE, OBSERVATIONS

